

LA CHRONIQUE DU CEPED

Centre français sur la population et le développement

ISSN 1157-4186

Avril-Juin 1998, n° 29

PAUVRETÉ ET CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

De nombreux pays vivent des situations de crises dont les causes et les conséquences sont diverses (économiques, sociales et culturelles). Parallèlement, la pauvreté se maintient ou s'étend. De plus en plus de chercheurs s'interrogent sur les éventuelles relations entre crise, pauvreté et phénomènes démographiques. Le CEPED, en 1996, a déjà publié un ouvrage sur ce thème¹. Fin 1996, le Réseau Démographie de l'UREF contribuait également à cette réflexion en organisant à Ouagadougou des Journées scientifiques sur ce sujet. Les actes de ce séminaire viennent de paraître² et, à cette occasion, l'un des organisateurs nous présente certains résultats concernant les relations entre pauvreté et fécondité.

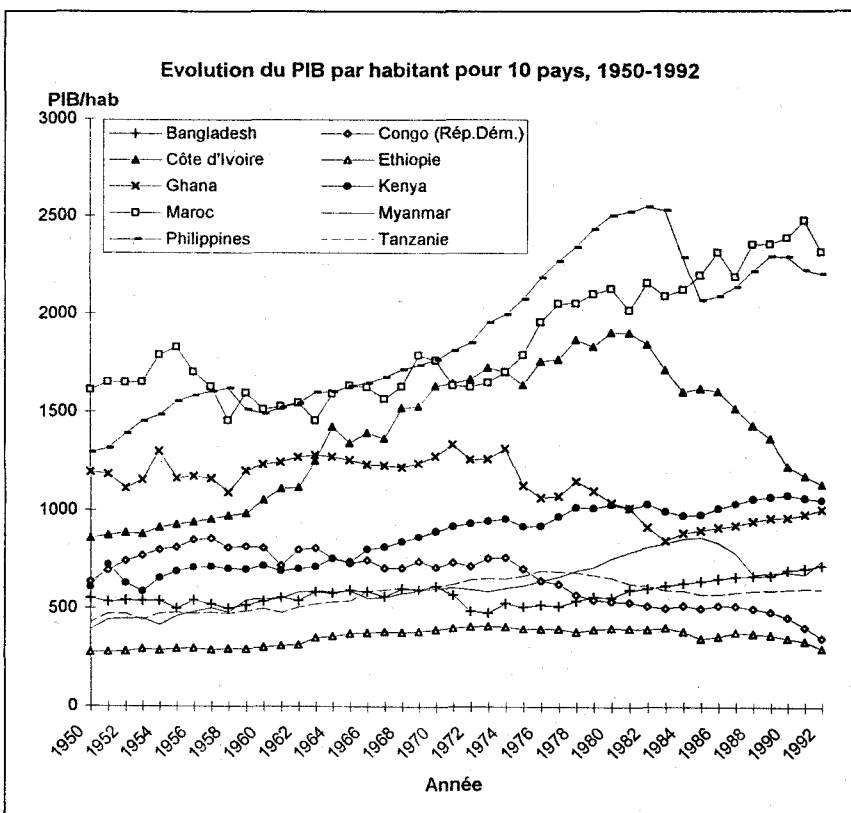
Le terme de pauvreté, tombé en désuétude depuis quelques décennies, est réapparu en force depuis le début des années

quatre-vingt avec les crises et leur traitement par les institutions internationales. Les enjeux sont importants car l'analyse de la pauvreté que font ces dernières et de nombreux bailleurs de fonds bilatéraux oriente leurs modalités d'intervention. Or l'expérience montre que cette analyse s'appuie sur l'idéologie libérale et que les traitements consistent à donner toute leur place aux lois du marché (libération des prix, ouverture sur l'extérieur, désengagement de l'État, etc.). Pourtant, plusieurs aspects du li-

béralisme contribuent sans doute à créer ou aggraver la pauvreté (mondialisation de l'économie, fixation des cours

des matières premières, division internationale du travail, etc.).

De nombreux pays vivent des situations dramatiques très diverses dans leur nature et dans leurs causes, situations qui se traduisent par une stagnation ou une dégradation des conditions de vie des populations ou du moins d'une partie d'entre elles. On peut en faire le constat à l'aide de données macro-économiques. Ainsi parmi les vingt-six pays étudiés par l'OCDE au cours de la période 1950-92 et qui avaient un PIB par habitant de



¹ Coussy (J), Vallin (J), eds., 1996, « Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques », CEPED, Paris.

² Gendreau (F), Lucas (E), eds., 1998, « Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud », ESTEM et UREF, Paris. Ces Journées ont été organisées en collaboration avec l'UERD (Unité d'Enseignement et de Recherche en Démographie) de l'Université de Ouagadougou. La plupart des citations dans cet article (sauf mention contraire) sont tirées de cet ouvrage.

moins de 2.000 \$ en 1950 (en dollars constants de 1990), on trouve le Japon, la Grèce et la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie, le Brésil, ainsi que 10 pays d'Asie et 9 pays d'Afrique³. A côté du « miracle japonais » et des « dragons » (Corée du Sud et Taiwan), quelques pays ont eu une croissance de leur PIB/habitant très honorable, comme les deux pays d'Europe du Sud, les deux « bébés tigres » (Indonésie et Thaïlande), la Chine ou l'Égypte. Pour tous ces pays, le PIB/habitant est multiplié par un facteur supérieur à 3 au cours de la période considérée. A l'opposé, 10 pays ont connu une croissance beaucoup plus modeste, avec un facteur multiplicatif inférieur à 2, soit, par ordre de performance décroissante : Myanmar, Kenya, Philippines, Maroc, Tanzanie, Côte d'Ivoire, Bangladesh ; pour l'Éthiopie, cette croissance est même proche de la stagnation et dans deux cas (Ghana et R.D. du Congo), il y a eu recul.

Mais ce diagnostic rapide demande à être approfondi. On constate pour ces 10 pays (figure 1) que la courbe du PIB/habitant est passée par un maximum au cours de la période dans 9 cas sur 10, et que pour quatre pays (Éthiopie, R.D. du Congo, Côte d'Ivoire et Ghana), le PIB/habitant de 1992 est inférieur à 80 % de la valeur de ce maximum. Quant à l'allure des courbes, elle est très diverse suivant les pays. Le Maroc a enregistré au cours de la période une croissance lente, mais à peu près régulière. Les Philippines et la Côte d'Ivoire ont connu une phase de croissance assez soutenue jusqu'au début des années quatre-vingt avant d'aborder une phase de décroissance qui les ont conduits en 1992 à retrouver leur niveau de 1976 pour le premier, de 1962 pour le second. Enfin les sept autres pays se situent tous dans la partie inférieure du graphique avec une croissance pratiquement nulle ou très faible (Bangladesh, Myanmar, Éthiopie, Kenya et Tanzanie) voire négative (Ghana et R.D. du Congo). On le voit, les situations et les dynamiques économiques à l'œuvre sont différentes, cela en liaison avec la diversité des contextes politiques, des options de développement, des environnements régionaux, etc. C'est pourquoi Jean-Marc Ela propose comme cadre de référence « la totalité des processus de restructuration qui s'opèrent entre l'État, l'économie et la société ».

Cadre conceptuel et méthodologique

Les relations entre la pauvreté et la démographie font l'objet d'affirmations souvent trop rapides. C'est ainsi qu'il est indiqué dans le Programme d'action adopté à la Conférence du Caire en 1994 : « L'élimination de la pauvreté contribuera à freiner l'accroissement de la population et à en hâter la stabilisation ». Cela signifierait que la pauvreté engendre une croissance démographique élevée : on sait qu'une telle assertion appellerait de sérieuses nuances. Depuis longtemps, la croissance démographique est considérée comme une cause principale et directe du sous-développement, des crises et de la pauvreté. Aujourd'hui, on s'interroge aussi sur la causalité inverse et les notions de crise et de pauvreté ont pénétré le champ explicatif de la démographie. Finalement, la question posée est : quelles sont, dans les pays du Sud, les interrelations entre les crises actuelles, la pauvreté et les changements démographiques

au niveau de la société et au sein des familles ? ou comment intégrer les phénomènes de crises et l'extension de la pauvreté dans le cadre général de la transition démographique ? La réponse à ces questions se heurte à de nombreuses difficultés méthodologiques : disponibilité des données (il est le plus souvent difficile de rapprocher données démographiques et données économiques) ; enchevêtrement des phénomènes (comment dissocier par exemple les effets de la crise économique et les politiques économiques mises en œuvre pour y faire face ?) ; non linéarité des évolutions, voire retournements de situation ; nuances à apporter dans les diagnostics (tel phénomène a-t-il une influence ? est-il un « déclencheur » ou un « accélérateur » ?).

Dans les situations de pauvreté et de paupérisation, ce sont les divers aspects de la reproduction des sociétés qui doivent être considérés : la reproduction démographique, la reproduction économique et la reproduction sociale. Car les réponses apportées par les populations, les familles et les individus sont multiples et imbriquées simultanément dans ces trois ordres, comme par exemple : les transformations dans les rapports entre les sexes et entre les générations, l'évolution des systèmes de production et d'échange, les modifications dans l'accès à l'emploi, etc. Ces réponses s'effectuent selon des temporalités différentes : il y a des effets immédiats, mais aussi des effets à plus long terme liés aux changements de comportements générés par la nouveauté des situations. L'analyse doit ainsi distinguer les phénomènes structurels et les phénomènes conjoncturels car les adaptations peuvent être de simples réactions temporaires ou des adaptations durables face à des situations qui deviennent structurelles. Dans l'ordre démographique ou socio-démographique, les réponses peuvent relever de changements de comportements dans les divers phénomènes comme la mobilité ou la nuptialité. Pour illustrer cette réflexion nous allons nous intéresser plus spécifiquement à l'évolution de la fécondité.

Pauvreté et fécondité

Le paradigme initial de la transition de la fécondité, à savoir la « modernisation », c'est-à-dire un contexte de progrès économique, a été progressivement, sinon remis en cause, du moins considérablement enrichi par la prise en considération des autres aspects de la transformation des sociétés : social, culturel, religieux, politique, institutionnel, etc. Cette approche multidimensionnelle était d'autant plus nécessaire que la transition de la fécondité s'est produite historiquement dans des contextes économiques parfois très défavorables, y compris dans des pays en crise ou en voie de paupérisation. Il n'y a donc pas de liaison mécanique entre modernisation et baisse de la fécondité : des spécificités façonnent des situations particulières qui ne sont extrapolables ni dans le temps ni dans l'espace⁴.

Finalement, un déclin de la fécondité peut bel et bien se produire parmi les groupes pauvres. C'est ce que Maria Cosío-Zavala avait montré en distinguant en Amérique latine les « transitions de modernisation » des « transitions de pauvreté ». Son analyse la conduit en effet à mettre en évi-

³ Maddison (A), 1995, « L'économie mondiale 1820-1992. Analyse et statistiques », OCDE, Paris, 274 p.

⁴ Dans cette optique, signalons l'organisation par le CICRED à Mexico du 2 au 4 juin 1998 d'un séminaire international sur « Pauvreté, fécondité et planification familiale »

dence que, si la fécondité baisse plus fortement et plus rapidement dans les pays les plus riches et, au sein des pays, parmi les couches les plus favorisées de la population, elle baisse aussi dans les pays les plus pauvres et dans les couches défavorisées : il s'agit de stratégies de survie intégrant les difficultés grandissantes rencontrées par les parents pour élever, scolariser et soigner leurs enfants, stratégies rendues possibles par la disponibilité de services et de produits contraceptifs⁵. En leur absence, la transition ne se fait pas, ou se fait beaucoup plus lentement. D'où trois cas de pays et de groupes de population : transition classique liée à la modernisation, transition de pauvreté et absence de transition.

La prise en compte des diverses temporalités est ici fondamentale, comme le souligne Patrice Vimard : « Si la transition de la fécondité intervient ou s'accélère en période de difficultés, ce sont les mutations antérieures en matière d'instruction, de santé et de rapports sociaux qui permettent cette évolution où la crise ne joue qu'un rôle déclencheur ou accélérateur d'une évolution des mentalités dont les fondements sont plus anciens ». La prise en considération des contextes et des échelles d'étude met ainsi en évidence la complexité et la diversité des situations.

Approche globale

Sur le tableau suivant, on constate la très grande diversité des situations. Aucune corrélation n'apparaît entre les niveaux, que ce soit pour la première période considérée ou pour la seconde ;

le Bangladesh, le Maroc et la Tanzanie ont connu des croissances du PIB/habitant assez semblables, mais les deux premiers ont vu leur fécondité se réduire d'environ 50 % alors que pour le dernier, cette réduction n'a été que d'environ 20 % ; la Côte d'Ivoire et le Ghana ont les mêmes fécondités de départ et d'arrivée, mais le PIB/habitant de la première a crû de 32 % alors que celui du second a diminué de 16 %. Ce dernier cas est bien celui d'un pays qui s'est appauvri, mais dont la fécondité s'est tout de même réduite.

On peut aussi examiner la question au sein d'un même pays, en prenant l'exemple du Viêt-Nam où la fécondité est la plus élevée (4,9 enfants par femme) chez les 20 % de la population les plus pauvres et où elle diminue régulièrement pour atteindre 1,8 enfants chez les 20 % les plus riches. Mais Dang Thu et ses coauteurs restent prudents car « la relation entre la pauvreté et la fécondité ne permet pas une généralisation simple » et l'interprétation de ce résultat demanderait une analyse approfondie faisant intervenir d'autres variables : milieu d'habitat (ville ou campagne), niveau d'instruction, intensité et efficacité des programmes de planification familiale.

⁵ Cosío-Zavala (M), 1992, « Transitions démographiques et développement social dans les pays en développement », Réunion du Groupe d'experts sur la croissance de la population et l'évolution des structures démographiques, 21 p.

Une étude de cas en milieu rural

La pauvreté et la paupérisation se vivent au niveau des individus et des ménages, où se décident des adaptations et des changements de comportements dans les sphères démographique et économique. Pour illustrer cette approche, on s'appuiera sur l'étude comparative réalisée par Agnès Adjamagbo et Valérie Delaunay sur deux zones d'Afrique de l'Ouest : Niakhar, dans le bassin arachidier au Sénégal et Sassandra, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Pour elles, « l'analyse des relations entre économie et fécondité renvoie à des processus complexes qui se prêtent difficilement aux conclusions globalisantes » dans la mesure où « des logiques divergentes s'affrontent ».

La crise qu'ont connue ces deux zones n'est pas de même nature, même si on retrouve dans chacune d'elles des ingrédients communs : baisse des cours des matières premières

(arachide dans la première, café et cacao dans la seconde), baisse de la pluviométrie, saturation foncière liée à la croissance démographique, etc. Ces facteurs se traduisent par la baisse des subventions de l'État, une moindre utilisation des intrants, un appauvrissement des sols, et donc une forte diminution des revenus des ménages. Mais les phénomènes y ont des intensités et des temporalités différentes : par exemple, les difficultés sont plus anciennes dans le bassin arachidier (déficit pluviométrique et manque

de terres) qu'à Sassandra où la saturation foncière est plus récente. Les réponses apportées par les populations sont diversifiées en matière d'activités économiques, de migrations, de stratégies foncières, etc. C'est ainsi qu'à Sassandra, on s'est plutôt orienté vers le renforcement du vivrier associé aux cultures de rente, alors qu'à Niakhar, les populations ont intensifié le travail agricole, recherché des activités rémunératrices complémentaires (petits métiers, emboûche animale, etc.) et développé des mouvements migratoires déjà existants.

Ces modifications de comportements ont des conséquences multiformes (reformulation des rôles des hommes et des femmes, des anciens et des jeunes dans le travail et au sein du ménage, retard de l'accès à l'autonomie des jeunes, etc.) qui peuvent agir soit dans le sens d'un renforcement de la fécondité, soit dans le sens d'un affaiblissement. A Sassandra, l'évolution en cours s'accompagne d'une plus grande dépendance des femmes vis-à-vis des hommes, ce qui peut retarder la baisse de la fécondité ; il en est de même de la demande de main-d'œuvre pour les agriculteurs indépendants. On retrouve ce dernier comportement à Niakhar où, de plus, intervient le système des migrations saisonnières, source de revenus complémentaires pour le ménage. Pourtant, des frémissements de baisse de la fécondité apparaissent dans les deux zones, en liaison avec le recul de l'âge au mariage, l'apparition d'aspirations en faveur d'une maîtrise de la descendance pour lui offrir de meilleures

Tableau 1 : Évolution du PIB/tête et de la fécondité.

| Pays | PIB/habitant en \$ | | Indice synthétique de fécondité | |
|---------------|--------------------|-------|---------------------------------|---------|
| | 1950 | 1992 | 1950-55 | 1990-95 |
| Bangladesh | 551 | 720 | 6,66 | 3,40 |
| Congo (R. D.) | 636 | 353 | 6,00 | 6,70 |
| Côte d'Ivoire | 859 | 1134 | 6,90 | 5,70 |
| Ethiopie | 277 | 300 | 7,15 | 7,00 |
| Ghana | 1 193 | 1 007 | 6,90 | 5,70 |
| Kenya | 609 | 1 055 | 7,51 | 5,40 |
| Maroc | 1 611 | 2 327 | 7,17 | 3,75 |
| Myanmar | 393 | 748 | 6,00 | 3,60 |
| Philippines | 1 293 | 2 213 | 7,29 | 4,00 |
| Tanzanie | 427 | 601 | 6,74 | 5,90 |

Sources : Maddison, 1995 et estimations des Nations Unies.

chances, les transformations des techniques culturelles et des modes de production, et l'émergence récente de programmes de planification familiale.

Le rôle des sciences de la population

Les recherches sur ce thème ne font que commencer : les problématiques sont à affiner, les concepts sont à préciser, les indicateurs sont à mettre au point, de nouvelles enquêtes sont à lancer, les analyses de données existantes sont à compléter. Autant dire que le chantier qui attend le chercheur est immense. Sa responsabilité est grande car ce do-

main concerne la vie quotidienne de millions d'hommes et de femmes. Elle doit s'exercer notamment à l'égard des bailleurs de fonds et des médias car l'examen de la question sur le plan scientifique doit éclairer le débat politique pour que les discours produits sur la question soient moins réducteurs et prennent mieux en compte la complexité des phénomènes. Il faut espérer que les pistes de recherche ouvertes par les travaux récents seront approfondies.

Francis GENDREAU
ORSTOM / UREF / CICRED

BLOC-NOTES

☺ ARRIVÉES ET DÉPARTS ☺

Sigrid FRANÇOIS, documentaliste, et Sophie LAM, secrétaire, ont rejoint leur institution d'appartenance : l'INED. Nicole GALLIENNE de l'INSEE succède, à la diffusion, à sa collègue Françoise ABLAIN.

📖 PUBLICATIONS DU CEPED

Documents et Manuels

N° 7 Dominique WALTISPERGER, Pierre CANTRELLE et Osée RALIJAONA, *La mortalité à Antananarivo de 1984 à 1995*, Paris, 1998, 117 p.

➤ NOUVEAUTÉS

Il existe enfin un manuel de Stata en français, et l'auteur est un chercheur du CEPED, Philippe BOCQUIER : *L'essentiel de Stata*, Global Design et Ritme Informatique, Paris, 200 p.

Pour les passionnés d'analyse des biographies, signalons la parution en version bilingue anglais-français de l'ouvrage de Éva LELIÈVRE et Arnaud BRINGÉ : *Manuel pratique pour l'analyse statistique des biographies. Présentation des modèles de durée et utilisation des logiciels SAS, TDA et STATA*. INED, Paris, 189 p.

🌐 SÉJOURS DE RECHERCHE AU CEPED

Emmanuel NGWÉ, chercheur à l'IFORD, a séjourné au CEPED du 30 mars au 11 avril, dans le cadre du projet *Population et développement au Cameroun*.

Nathalie LYDIÉ est accueillie comme doctorante depuis le 16 mars. Son sujet de thèse concerne *Migrations et Sida en Afrique subsaharienne*.

Trois séjours ont eu lieu dans le cadre du projet *CAMPUS Crise et insertion urbaine à Yaoundé* conduit avec l'IFORD. Aka KOUAMÉ, responsable de la recherche à l'IFORD, est venu deux semaines fin mai pour

travailler sur *Crise, constitution du ménage et fécondité*. Mathias KUÉPIÉ séjourne du 16 avril au 16 août dans le cadre de sa thèse *Les ajustements socio-démographiques des ménages face à la crise à Yaoundé*. Enfin, Ngoy KISHIMBA travaille au CEPED du 27 mai au 20 septembre pour préparer sa thèse intitulée *Crise, conditions de vie des populations et évolution de la fécondité à Yaoundé*.

Shuzhuo LI, Chuzhu ZHU, Anrong JIN du Population Research Institute de l'Université Xi'an Jiatong (République populaire de Chine) sont passés fin mai, pour présenter leurs travaux sur *Différences de mortalité par sexe chez les enfants chinois : bilan et perspectives*.

✳️ CONSEIL SCIENTIFIQUE DU CEPED

Le Conseil scientifique du CEPED a été mis en place et a tenu sa première réunion le 6 mai dernier. Le conseil comprend les dix membres suivants : Jacques Véron (INED), président ; Denis Cogneau (ORSTOM), Christophe Lefranc (INSEE), Maria-Eugenia Cosio-Zavala et Philippe Hugon (Université de Paris X), Mohamed Mazouz (FNUAP), Daniel Sala-Diakanda (CEA), Patrick Thonneau (INSERM), Philippe Antoine et Benoît Ferry (CEPED).

📌 À SIGNALER

L'association Équilibres et populations vient de mettre en place un club de journalistes sur les questions de population. Partant du constat que les questions de populations étaient souvent délaissées par les médias, le club vise à réintroduire cette dimension dans les grands problèmes de sociétés. Ce club peut constituer un relais pour les chercheurs et praticiens du domaine « Population et développement » afin de faire connaître leurs résultats et innovations. Contacts : Fax 33 1 41407693. Email : equilipop@wanadoo.fr.

CEPED

Groupement d'intérêt scientifique

EHESS-INED-INSEE-ORSTOM-Université Paris VI

Directeur de la publication : Alain Lery

Rédacteur en chef : Philippe Antoine

Prix au numéro : 10 F.

Abonnement 1 an (4 numéros) : 30 F.

Imprimeur : INSTAPRINT

site web : <http://www.cepced.ined.fr>